

Réforme du code du travail

Les jeunes disent NON !

La détermination des syndicats lycéens et étudiants et des organisations de jeunesse, qui sont à l'origine des appels à manifester le 9 mars, a précipité les calendriers syndicaux. Le 9 mars est devenu également une journée de grève et de mobilisation dans les entreprises, première étape avant le rendez-vous du 31 mars. Cette mobilisation a, sans doute aussi, pesé dans la décision du gouvernement de reporter de 15 jours l'examen en Conseil des ministres du projet de loi El Khomri.

Le code du travail pourrait, de prime abord, sembler quelque chose d'assez éloigné des préoccupations des jeunes lycéens et étudiants. Peu d'articles, dans le projet, les concernent spécifiquement. Pourquoi se sont-ils donc sentis aussi rapidement et aussi fortement concernés par cette réforme ?

Les dispositions sur l'apprentissage touchent, certes, les jeunes de moins de 18 ans. Permettre, pour des apprentis mineurs, des journées de 10 heures et des semaines de 40 heures, sur simple décision de l'employeur, alors qu'actuellement ils ne peuvent dépasser 8 heures par jour et 35 heures par semaine, sauf exception autorisée par un inspecteur du travail, est en soi scandaleux mais n'explique pas l'ampleur de la réaction d'une frange importante de la jeunesse.

Les étudiants salariés, de plus en plus nombreux à devoir travailler pour financer leurs études, ont bien sûr, eux aussi, des raisons de se sentir concernés : ceux qui n'ont ni bourse, ni arrières familiaux suffisants, arrivent déjà difficilement à concilier études et travail ; autant dire que ça pourrait devenir impossible avec des journées qui dépassent 10 heures, sans possibilité de refuser ! Surtout si des heures supplémentaires sont imposées (sans majoration de salaire si leur décompte se fait sur trois ans) ! Alors que nombre d'entre eux travaillent dans la restauration rapide ou la grande distribution, la nouvelle définition du travail de nuit risque également de se traduire pour eux par des baisses de salaire.

L'ampleur qu'a pris le hashtag #OnVautMieuxQueCa, lancé sur les réseaux sociaux par quelques vidéastes actifs sur Internet, et le contenu des innombrables témoignages traduisent une colère et un rejet qui vont bien au-delà de telle ou telle disposition précise de la loi El Khomri. Comme à l'époque du CPE, les jeunes se projettent dans la société qui les attend : précaires pendant les études, précaires pendant les stages, précaires à vie ! Comme si la précarité actuelle que les jeunes subissent ne suffisait pas ! Comme si la multiplication des CDD,

des stages et des services civiques rémunérés à la moitié du SMIC ne suffisaient pas ! Comme si la liberté de licenciement et de faire travailler plus allait créer de l'emploi ; comme si un taux de chômage de 25 % parmi la jeunesse, -qui peut atteindre 50 % dans certains quartiers populaires -, ce n'était pas encore assez !

« C'est très puissant et très nouveau » de vouloir modifier aussi « substantiellement » « notre appréhension du code du travail », pouvait-on lire il y a quelque temps sur le site du Groupe Manpower, un des employeurs les plus connus des précaires ! Et c'est justement cette dimension de l'attaque qui a été ressentie par de nombreux jeunes : une attaque radicale, exercée par le gouvernement contre la classe ouvrière, les salariés et la jeunesse. Bref, une déclaration de guerre contre tous ! Ressentie comme telle, elle a fait toucher du doigt ce qui est en jeu : la remise en cause du rempart contre la surexploitation et les abus patronaux érigé par des générations de salariés qui se sont battus pour des protections collectives, une digue que l'on veut faire sauter !

C'était donc ça que voulait dire Hollande quand il promettait de faire de la jeunesse la priorité de son quinquennat !

Le sentiment, chez les jeunes, d'être une génération sacrifiée qui devra vivre moins bien, être encore plus précaire que la génération précédente, ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui se produit, c'est le basculement, à plus grande échelle, de la colère à la mobilisation, de la galère individuelle à la manifestation collective. Des mobilisations contre les retraites avaient émergé le mot d'ordre : « les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas », cri de colère auquel beaucoup de monde aujourd'hui ajoute : « on la combat ! ». La mobilisation que commence à cristalliser le projet de réforme du code du travail est en train de remettre le « Tous ensemble » dans le top 5 des mots d'ordre ! Rien ne se passe sur commande dans les mobilisations de masse, mais les sondages qui prédisent que les manifestations du 9 mars contre le projet de réforme du droit du travail pourraient « déboucher sur un mouvement de contestation sociale généralisé » sont un signe. Signe que la

réforme du code du travail pourrait être la provocation de trop, celle qui met tout le monde dans rue. La référence au CPE est dans toutes les bouches, sous toutes les plumes... Cette réforme perverse vise à éterniser la précarité et à couper pour les

jeunes toute sorte d'espoir en une société meilleure. Et c'est pour ça que nous disons Non ! Non, parce que nous en avons marre d'être sacrifiés par ce système cupide qui ne nous offre que précarité et misère et qui ne laisse à beaucoup d'entre nous que le choix entre chômage ou armée !

L'UJR revendique dans sa plate-forme le droit à l'éducation, à la santé, au sport et à la culture, au logement, « l'accès à un emploi et un salaire qui permettent de sortir de la précarité, de faire des plans pour l'avenir, de vivre décemment, avec des conditions de travail dignes ». Il devient de plus en plus évident que ces exigences élémentaires ne peuvent pas trouver de réponse dans un système à bout de souffle où les seules revendications qui comptent sont celles des grands patrons et de leurs actionnaires. Alors oui, il faut se battre contre cette réforme et, tous ensemble, en gagner le retrait !

Comme pour le CPE ?

Les manifestations qui ont arraché le retrait du CPE, c'était il y a dix ans, dans les premiers mois de l'année 2006. Vouloir instaurer un contrat spécifique pour les jeunes (contrat « première embauche »), c'était s'attaquer spécifiquement aux jeunes qui allaient entrer sur le marché du travail avec un contrat spécifique, low cost, mais c'était aussi un coin par lequel le patronat et le gouvernement (Chirac-Villepin, à l'époque) entendaient aussi rompre, pour tous les salariés, la digue de toutes les protections collectives. C'est pourquoi le projet avait réuni dans un même mouvement de contestation les lycéens qui se projetaient et les salariés de tous âges. Pour de nombreux militants du mouvement ouvrier et syndical, la mobilisation de la jeunesse et son entrée massive sur la scène politique avaient alors été ressenties comme une bouffée d'oxygène, et un des acquis majeurs de ce mouvement avait été la politisation inégale,



Manifestation contre le CPE en 2006

mais générale, de la jeunesse. Les bougies d'anniversaire pourraient bien être aussi chaudes et lumineuses que les fumigènes et feux de Bengale allumés dans les manifestations ! ★

Extraits de la plateforme de l'UJR

L'UJR est engagée dans la lutte (A consulter sur le site www.ujr-fr.org/)

Nous sommes une organisation de jeunesse populaire.

[...] Nous nous battons pour le droit d'étudier, de vivre épanouis, de nous construire.

Nous sommes une organisation de jeunes révolutionnaires.

Nous pensons qu'aucun acquis social ou démocratique ne peut être durable s'il n'est accompagné d'un changement radical de la société, une société transformée de fond en comble par le peuple et pour le peuple. [...]

Nous sommes une organisation internationaliste [...]

Nous combattons les guerres impérialistes pour le partage des zones d'influence, le contrôle des matières premières et des marchés. Nous condamnons la participation de la France aux opérations de guerre et d'occupation. Nous luttons pour sa sortie de l'OTAN et pour le retrait des troupes et bases françaises à l'étranger, notamment en Afrique.

[...] Travailler en lien étroit avec le PCOF nous permet d'établir un front commun entre la jeunesse et la classe ouvrière, une force collective unie et solidaire pour mener à bien les combats politiques et réaliser nos objectifs révolutionnaires.

Nous appelons tous les jeunes en accord avec cette plateforme et ces objectifs à rejoindre l'Union des Jeunes Révolutionnaires !